

**Assemblée générale**

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale
16 mars 2012
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 20^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 2 décembre 2011, à 10 heures

Président : M. Tommo Monthe (Cameroun)
Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires :
M. Torres Lépori

Sommaire

Point 152 de l'ordre du jour : Financement de la Mission de l'Organisation
des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
(*suite*)

Point 162 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies
au Soudan

Point 147 de l'ordre du jour : Financement de la Force intérimaire de sécurité
des Nations Unies pour Abyei

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-61776X (F)

**Merci de recycler**

La séance est ouverte à 10 h 15.

Point 152 de l'ordre du jour : Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (suite) (A/C.5/66/L.5)

Projet de résolution A/C.5/66/L.5 : Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo

1. Le projet de résolution A/C.5/66/L.5 est adopté.

Point 162 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies au Soudan (A/66/519 et A/66/575)

Point 147 de l'ordre du jour : Financement de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (A/66/526 et A/66/576)

2. **M^{me} Casar** (Contrôleur), présentant le rapport du Secrétaire général sur le budget révisé de la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 (A/66/519), rappelle qu'alors que l'Assemblée générale, dans sa résolution 65/257 B, a ouvert un crédit de 482 460 550 dollars au titre du fonctionnement de la MINUS pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2011, le Conseil de sécurité, par sa résolution 1997 (2011), a décidé du retrait de la Mission avec effet au 11 juillet 2011. Le projet de budget 2011/12 de la MINUS a donc été réduit de 85,5 % et ramené à 137 532 000 dollars. Les crédits demandés doivent permettre de financer les opérations de retrait et de liquidation administrative de la Mission, qui doivent être achevées d'ici au 31 décembre 2011 et supposent la clôture des programmes, le rapatriement, le transfert à d'autres missions ou la cessation de service de 10 352 militaires et de 4 057 membres du personnel civil, la remise en état des locaux et l'achèvement des actions administratives et actions connexes. Le montant estimatif des crédits demandés couvre également les besoins du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud pour la période allant du 1^{er} août au 31 décembre 2011. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au paragraphe 47 du rapport.

3. Présentant le rapport du Secrétaire général sur le budget de la Force intérimaire de sécurité des

Nations Unies pour Abyei (FISNUA) pour la période du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 (A/66/526), Mme Casar rappelle que l'Assemblée générale, dans sa résolution 65/257 B, a autorisé le Secrétaire général à utiliser les ressources approuvées pour la MINUS au titre de la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2011 pour engager des dépenses se rapportant à la FISNUA, créée par la résolution 1990 (2011) du Conseil de sécurité. Le budget proposé pour la FISNUA s'élève à 180 691 900 millions de dollars et couvre le déploiement d'observateurs militaires, de membres de la police et de membres du personnel civil, ainsi que les dépenses opérationnelles correspondantes. Dans le montant estimatif des dépenses entrent quelque 80,5 millions de dollars pour les contingents militaires, y compris le remboursement du coût des contingents aux pays qui les fournissent, les rations et les frais d'acheminement et de mise en place du matériel appartenant aux contingents, 31,1 millions de dollars pour les installations et infrastructures, y compris la construction, et 22,9 millions de dollars pour les transports aériens. Les décisions qu'il est demandé à l'Assemblée générale de prendre sont énoncées au paragraphe 103 du rapport.

4. **M. Torres Lépori** (Vice-Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant les rapports correspondants du Comité consultatif (A/66/575 et A/66/576), indique que le Comité consultatif recommande l'approbation des propositions du Secrétaire général concernant le financement de la MINUS. Il s'attend à ce que la Mission fasse tout son possible pour respecter le calendrier de retrait et de liquidation prévu et assurer un processus de liquidation efficient et efficace.

5. Compte tenu des retards enregistrés dans la mise en place de la FISNUA, le Comité consultatif recommande l'approbation des ressources proposées par le Secrétaire général pour cette Mission pour la période 2011/12, compte tenu des abattements opérés eu égard aux prévisions révisées concernant le déploiement du personnel de la mission. Le Comité consultatif recommande également une réduction de 3,2 millions de dollars du montant prévu au titre des installations et infrastructures, au vu des obstacles auxquels la FISNUA se heurte pour commencer les travaux de construction dans les délais prévus. Au 31 octobre 2011, la Mission a déployé 28 agents recrutés sur le plan international, mais n'a été en mesure de recruter aucun agent sur le plan national; le

Comité consultatif l'encourage donc à accorder une grande priorité au recrutement du personnel civil, s'agissant en particulier des postes nationaux à pourvoir dans la zone d'Abyei.

6. Si le Centre de services régional est censé fournir des services à la FISNUA, mais la Mission ne financera pas de postes à ce Centre au cours de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012. Le Comité consultatif compte qu'à l'avenir le Secrétaire englobera systématiquement dans les budgets des missions desservies la fourniture, par le Centre de services régional, de fonctions de soutien administratif intégrées. Il estime également que le Secrétaire général devra désormais prévoir un chapitre distinct sur le Centre de services régional dans les budgets de toutes les missions qu'il dessert, en précisant la nature et l'étendue des services fournis et en soulignant les gains d'efficacité attendus pour chacune des missions desservies.

7. **M. Coffi** (Côte d'Ivoire), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, signale que le Groupe se félicite de la proposition du Secrétaire général concernant le financement de la MINUS et convient, avec le Comité consultatif que, dans son processus de liquidation, la Mission doit continuer d'appliquer les enseignements tirés des opérations de maintien de la paix arrivées à leur terme, en accordant une attention particulière à la cession de ses actifs afin d'atténuer les risques. Tous les montants restant à verser et à percevoir doivent être réglés rapidement.

8. Le Groupe constate avec satisfaction que, cinq mois après la mise en place de la FISNUA, plus des deux tiers des contingents autorisés sont sur le terrain et que la Mission est en mesure de s'acquitter de son mandat, grâce aux efforts du Gouvernement éthiopien et de l'Organisation des Nations Unies et avec le soutien actif des deux parties soudanaises. Il est aussi satisfaisant de constater que les préparatifs sont finalisés pour déployer totalement le contingent avant le début de l'année 2012.

9. La phase initiale de déploiement de la FISNUA a dû surmonter de nombreux obstacles, notamment les fortes pluies qui ont emporté la route terrestre entre Kadugli et Abyei, stoppant tous les mouvements sur cette route et entravant considérablement l'installation du personnel de la FISNUA. La situation sur les routes s'est, cependant, beaucoup améliorée avec le début de la saison sèche, ce qui a permis de renforcer la

visibilité de la mission et sa présence sécuritaire. Le Groupe, conscient que la FISNUA opère dans un environnement très complexe, exigeant et dangereux, souligne la nécessité de fournir à la Mission des ressources adéquates pour s'acquitter efficacement des tâches qui lui sont confiées. Notant que le Comité consultatif recommande une réduction du niveau des ressources proposées pour la FISNUA, M. Coffi demande au Secrétariat de fournir des renseignements supplémentaires au cours des consultations officielles à la fois sur les propositions du Secrétaire général et sur les recommandations du Comité consultatif. Le Groupe est déterminé à suivre la question en vue de garantir que des ressources suffisantes sont fournies à la FISNUA, comme proposé par le Secrétaire général.

10. **M. Bame** (Éthiopie), notant que la FISNUA rend désormais visite régulièrement aux centres de population et s'emploie à établir des contacts avec les communautés locales, fait savoir que l'accès à l'ensemble de la zone d'opérations est amélioré par un nouveau pont, financé par le Gouvernement éthiopien et construit par des ingénieurs éthiopiens, qui remplace le pont de Banton détruit lors du conflit de mai 2011. Ce pont est un important point de passage entre la ville d'Abyei et Agok et facilitera le retour des personnes déplacées au niveau interne, l'accès du personnel humanitaire et les opérations de la FISNUA ainsi que le transport commercial.

11. Bien qu'aucun accord sur le statut des forces n'ait encore été signé, les discussions se poursuivent avec les deux gouvernements et il faut espérer que cet accord sera conclu prochainement. Un certain nombre de questions en suspens doivent être résolues par le mécanisme de consultation quadripartite pour la FISNUA établi entre l'Organisation des Nations Unies et les Gouvernements de l'Éthiopie, du Soudan et du Soudan du Sud, qui doit tenir sa deuxième réunion le 3 décembre 2011.

12. Prudence et préparation s'imposent en ce qui concerne la migration annuelle des nomades Misseriya vers le sud, en passant par la zone d'Abyei, qui a déjà commencé, alors que les Ngok Dinka déplacés doivent également être en mesure de revenir à Abyei, à temps pour la saison de plantation. À cet égard, la FISNUA jouera un rôle crucial pour aider les communautés à surmonter les complications potentielles et à tenir compte des différentes sensibilités, afin d'éviter le risque de conflit. Rappelant que la mort tragique de plusieurs membres de la FISNUA le 2 août 2011

témoigne de la menace grandissante représentée par les mines, M. Bame juge urgent d'engager des opérations de détection des mines et de déminage afin de faciliter le retour des personnes déplacées à l'intérieur du pays et d'assurer la sécurité des populations dans le période de migration à venir, ainsi que celle de la Mission.

13. La délégation éthiopienne est extrêmement préoccupée par le fait que le Comité consultatif propose des réductions dans le budget de la FISNUA. M. Bame demande au Secrétariat de fournir des précisions au sujet de l'impact d'une telle réduction, si elle est approuvée, sur le déploiement complet de la Mission et l'application de son mandat complexe et sensible. Toute décision en la matière doit être fondée sur le dernier plan de déploiement et tenir compte de la nature critique de la Mission. Compte tenu de la situation actuelle sur le terrain, la délégation éthiopienne appuie pleinement le budget de la FISNUA proposé par le Secrétaire général.

14. **M^{me} Casar** (Contrôleur), soulignant qu'il importe de veiller à ce que la MINUS soit correctement liquidée et que la FISNUA dispose des ressources nécessaires pour s'acquitter de son mandat, indique qu'elle prend note des points soulevés par le représentant de l'Éthiopie et qu'elle y répondra plus en détail au cours des consultations officielles.

15. **M. Torres Lépori** (Vice-Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) comprend les préoccupations soulevées par les représentants de la Côte d'Ivoire et de l'Éthiopie et tient à assurer leurs délégations que l'objectif du Comité consultatif est de s'assurer que la FISNUA reçoive des ressources adaptées à ses besoins. L'intention n'est certainement pas de nuire au financement de cette importante Mission, en particulier dans la phase actuelle de démarrage des opérations. Le Comité consultatif a pris conscience, au cours de ses auditions, du rythme plus lent du déploiement que celui prévu à l'origine et a donc proposé un abattement pour tenir compte du taux de vacance. La réduction proposée des ressources demandées au titre des installations et des infrastructures s'explique par les obstacles rencontrés pour commencer les travaux de mise en œuvre et de construction planifiés.

La séance est levée à 10 h 55.